Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 21 (1963)

Heft: [1]: La Suisse, l'URSS et l'Europe orientale

Artikel: Le mouvement communiste international : les relations entre l'URSS et les partis communistes (1945-1953)

Autor: Pethybridge, Roger

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-135623

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 27.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le mouvement communiste international : les relations entre l'URSS et les partis communistes (1945-1953)

ROGER PETHYBRIDGE

docteur ès sciences politiques, Skipton

Le sujet que je me propose de développer est tellement vaste qu'un livre entier suffirait à peine pour l'esquisser. En effet, il couvre une période s'étendant de 1917 à nos jours et intéresse la quasi-totalité du monde. C'est pourquoi je limiterai mon exposé aux années qui suivirent la fin de la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire à la période qui va de 1945 à la mort de Staline en 1953. Plutôt que de faire une étude chronologique des relations entre l'Union soviétique et les partis communistes étrangers, je m'attacherai à examiner dans le détail quelques cas particulièrement typiques. Mais, tout d'abord, je vais retracer dans les grandes lignes l'évolution depuis 1945 des relations entre le Parti communiste soviétique et les partis communistes nationaux.

Bien que le Komintern, l'organe grâce auquel l'URSS maintenait sous son contrôle les partis communistes nationaux, fût dissous en 1943 — il s'agissait là d'un geste à l'intention des Alliés, pour faire croire que Moscou abandonnait ses rêves de conquête révolutionnaire du monde — l'influence du Parti communiste soviétique sur les partis nationaux demeura grande. Elle se trouva même considérablement renforcée, dès 1945, en Europe orientale, grâce à la présence de l'Armée rouge, à la puissance de la police secrète et aux liens économiques, tandis que les relations entre les partis communistes n'étaient jamais interrompues. Dans cette partie du monde, Staline n'avait nul besoin du Komintern pour être assuré que les partis communistes nationaux suivraient à la lettre les ordres du Kremlin. De nombreux membres influents de l'ex-Komintern retournèrent dans leur pays d'origine pour y poursuivre leur œuvre politique : Dimitrov rentra en Bulgarie, Togliatti en Italie, Ulbricht en Allemagne, Rakosi en Hongrie et Maurice Thorez en France. Ainsi, les relations entre les partis communistes depuis la dissolution du Komintern jusqu'à la mise sur pied du Kominform en 1947 se poursuivirent de manière ininterrompue. Dans le monde entier, les relations furent maintenues par l'intermédiaire du Département des affaires internationales du Comité central soviétique. Zdanov, secrétaire responsable de ce département, signa en 1943 la dissolution du Komintern ; c'est lui également qui prononça le principal discours à l'occasion de la création du Kominform.

La création du Kominform peut apparaître comme une mesure superflue, puisque les liens entre l'URSS et les partis communistes nationaux ne subirent aucun relâchement.

En fait, le Kominform n'était pas appelé à jouer le même rôle que le Komintern. Le nouvel organe fut mis sur pied en 1947 pour deux raisons principalement. 1947 vit l'entrée définitive des Etats-Unis sur la scène européenne dans le but de contenir l'expansion soviétique sur le Continent. Cette décision politique dans le cadre de la politique Truman, annoncée en mars 1947, fut renforcée au mois de juin par les mesures économiques du Plan Marshall. Le Kominform est en quelque sorte la réplique de Staline à ce qu'il considérait comme une agression américaine. Contrairement au Komintern, l'activité du Kominform se limitait à l'Europe et sa tâche principale était l'édition d'un bulletin communiste intitulé *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*. Ce bulletin servait aux partis nationaux de guide général du communisme tel que Moscou l'entendait. Entre 1948 et 1953, les démocraties populaires de l'Europe orientale s'alignèrent de plus en plus sur le prototype soviétique, aucune déviation du schéma totalitaire n'étant tolérée. D'autre part, l'URSS s'opposa à la Yougoslavie qui, après 1945, voulut créer un Etat communiste disposant d'un minimum d'indépendance dans la conduite de sa politique; l'affaire se termina en 1948 par une violente querelle, entraînant l'isolement de la Yougoslavie du reste du monde communiste jusqu'en 1955.

La mort de Staline marqua le début d'une ère nouvelle dans les relations entre partis communistes. La reconnaissance d'un troisième bloc de nations non engagées entre les camps capitaliste et socialiste fixa l'attention des successeurs de Staline sur le développement des partis communistes en Asie et en Afrique. Effectivement, depuis 1953, Moscou marqua son intérêt pour ces parties du monde par une aide économique accrue et par des visites officielles de hautes personnalités soviétiques. En Europe orientale, la mort du dictateur qui avait imposé un conformisme rigide à toutes les démocraties populaires permit une attitude plus libérale à l'égard du communisme national, et ce en dépit de la résistance du groupe prostaliniste encore puissant au sein du Praesidium. Le « new look » se manifesta par le rapprochement de Khrouchtchev avec la Yougoslavie en 1955, et par la reconnaissance de plusieurs voies menant au socialisme. L'influence grandissante de la Chine communiste incita les dirigeants soviétiques à se départir quelque peu de leur attitude paternaliste envers les autres Etats communistes. Le dégel poststalinien dans les relations entre le Parti soviétique et les partis nationaux provoqua des difficultés à la suite des révélations de Khrouchtchev sur la politique de Staline lors du xxe Congrès du Parti. A la suite des troubles qui éclatèrent en Pologne et en Hongrie en 1956, des tentatives furent faites pour replacer ces pays sous le strict contrôle de Moscou et remplacer les membres du Parti à l'esprit trop indépendant par d'autres, fidèles à la ligne du Kremlin. En 1957, les relations entre les partis des pays de l'Europe orientale et l'URSS se stabilisèrent quelque peu. Depuis 1957, Moscou porte une attention accrue à la scène asiatique, bien que ses récents différends avec la Chine sur des questions de doctrine, à quoi s'ajoute l'avantage dont dispose la Chine du fait de sa situation géographique plus favorable, aient dans une certaine mesure restreint l'influence du Parti soviétique sur les partis asiatiques. En 1961, la puissance de la Chine était suffisamment grande pour que Pékin détrône l'influence soviétique sur le Parti communiste d'Albanie et joue un rôle considérable en Asie, et également en Afrique.

*

La suite de cette étude sera consacrée, d'une part, aux divers types de relations entre le Parti communiste de l'URSS et les autres partis; d'autre part, aux méthodes de contact et de contrôle utilisées, et finalement aux principes théoriques qui régissent ces relations.

Après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'empire de Moscou sur les partis communistes dans le monde a pris graduellement des formes plus nuancées, variant selon le pays en cause. C'est ainsi que Togliatti, chef du Parti communiste italien et staliniste convaincu, a pu parler en juin 1956 du système « polycentriste » du communisme [1]. Parlant ainsi des relations des partis communistes entre eux, il faisait preuve d'un certain réalisme. Il existe effectivement divers groupes parmi les partis communistes, la distinction s'établissant selon que leurs relations avec le Parti soviétique et l'URSS sont plus ou moins directes. Le cercle intérieur comprend les partis des pays occupés par l'Armée rouge à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Même au sein de ce cercle intérieur on peut faire des différenciations, par exemple entre le Parti polonais et le Parti d'Allemagne orientale. Mais il a été démontré que la présence ou la proximité de l'Armée rouge limite considérablement la possibilité, pour ces partis, d'appliquer des idées divergentes.

Viennent ensuite les partis communistes des pays qui ont acquis leur liberté entièrement ou presque par eux-mêmes: les Partis yougoslave et chinois.

Le troisième groupe comprend les partis communistes du monde libre. Ces partis sont liés au Parti de l'URSS par des liens de toute sorte, mais ils ont théoriquement la possibilité d'adopter des attitudes indépendantes. Au sein de ce troisième groupe, on peut encore faire une différenciation entre les partis communistes des pays non engagés d'Asie et d'Afrique et ceux des pays du bloc occidental tels que la France et l'Italie.

Parmi les partis communistes du cercle intérieur, c'est probablement le sort du Parti tchécoslovaque que ceux qui vivent en Europe occidentale connaissent le mieux. Composé à la fin de la guerre de partisans antinazis, de Tchèques communistes de longue date et de membres plus récents venant d'Union soviétique, le Parti communiste tchèque parvint à prendre les rênes du pouvoir en février 1948, après trois ans de relations étroites avec le Parti soviétique qui l'avait entièrement sous son contrôle. Presque tous les chefs du Parti communiste tchèque — Gottwald, Slansky, Sverma, Kopecky et d'autres encore — avaient passé les années de guerre à Moscou. Au cours de la première phase politique qui suivit la guerre, alors qu'une coalition véritable de tous les partis existait encore, les communistes, avec l'aide directe du Parti soviétique, prirent en mains la plupart des leviers de commande en Tchécoslovaquie. L'état-major général de l'armée passa aux communistes grâce à l'omniprésence de l'Armée rouge, les agents soviétiques s'infiltrèrent peu à peu dans la police secrète et le puissant appareil de propagande tomba presque dès le début aux mains des communistes. Après le mois de mai 1947, la coalition en Tchécoslovaquie n'était plus qu'un simulacre. L'emprise du Parti communiste soviétique sur le Parti tchèque fut clairement démontrée en juin, lorsque les chefs tchèques furent convoqués à Moscou pour s'entendre signifier qu'ils

[1] *L'Unità*, Rome, 26 juin 1956.

ne pouvaient accepter l'aide du Plan Marshall, pour laquelle ils avaient déjà marqué leur intérêt. En février 1948, à la suite du coup d'Etat communiste, la Tchécoslovaquie passait entièrement sous l'emprise soviétique. C'est à cette occasion que les liens noués antérieurement furent définitivement resserrés. Le ministre tchèque de l'information, le communiste Kopecky, fut autorisé à annoncer que l'Armée rouge, massée le long de la frontière tchèque, était prête à intervenir en faveur des communistes; le 15 février, avant la démission des ministres non communistes du gouvernement, de nouveaux membres de la police secrète russe arrivèrent à Prague. Et enfin, la réapparition à Prague de V. A. Zorin, ambassadeur de l'Union soviétique en Tchécoslovaquie jusqu'en automne 1947, apporta la preuve des liens étroits existant entre les Partis soviétique et tchèque.

Après la guerre, les relations avec le Parti communiste soviétique se nouèrent, avec quelques variations, de la même manière dans tous les pays d'Europe orientale entièrement occupés par l'URSS.

La Yougoslavie nous permettra d'illustrer les partis communistes du deuxième groupe. En Europe orientale, la Yougoslavie était un cas unique après la guerre: elle était le seul pays sous contrôle communiste qui n'ait pas été libéré du joug nazi par l'armée soviétique. Les partisans communistes de Tito avaient eux-mêmes parachevé la libération du territoire national. A l'encontre du Parti communiste tchèque qui fut dépendant de l'aide soviétique pendant trois années et le resta également après 1948, la Yougoslavie atteignit le stade du pouvoir purement communiste directement après la fin de la guerre. Tito parvint à mettre sur pied une hiérarchie politique indépendamment de l'influence soviétique. Dans les autres pays d'Europe orientale, les régimes communistes étaient formés par une collection bigarrée d'activistes, ainsi que nous l'avons vu dans le cas de la Tchécoslovaquie. La solidarité entre les anciens camarades d'armes yougoslaves était sans précédent, ainsi que l'illustre parfaitement la carrière du célèbre rebelle Djilas. En 1945, il critiqua le comportement des troupes soviétiques en Yougoslavie, ce qui incita Staline à exiger des excuses; Tito maintint néanmoins Djilas au pouvoir. L'armée, la police secrète et l'appareil de propagande de Tito, les « leviers du pouvoir » selon les termes de Lénine, n'étaient pas soumis à l'influence du Parti soviétique.

L'un des principaux buts du Kominform était d'imposer au Parti communiste yougoslave le type de relations avec le Parti soviétique caractéristique du reste de l'Europe orientale. Le quartier général du Kominform se trouvait à Belgrade et, dès le début, la tension monta entre les Partis soviétique et yougoslave. Les divergences avaient trait à des questions telles que le contrôle par les Soviets d'une société commerciale russo-yougoslave ou le manque d'empressement des Yougoslaves à remplacer un fonctionnaire n'ayant pas l'heur de plaire aux Soviétiques. Cet aspect de la grande dispute de 1948 peut sembler sans importance, mais en réalité il portait sur les nombreux instruments utilisés par le Parti soviétique pour exercer son influence sur les partis des autres pays d'Europe orientale. Extérieurement, les griefs des Soviétiques étaient de nature idéologique, mais tels n'étaient point les véritables griefs du Kremlin. Tito fut accusé de diriger son parti selon des principes dictatoriaux, de concentrer

dans les mains de quelques favoris tous les postes importants et de coopter les nouveaux membres de son Comité central au lieu de les élire — tous reproches émanant d'un Staline, maître absolu du Gouvernement et du Parti soviétiques, qui n'avait plus convoqué de Congrès du Parti depuis neuf ans ! En fait, la dispute coïncidait avec la vague de nationalisme qui balaya l'URSS à la fin de la guerre. De même que la querelle entre Henry VIII d'Angleterre et le pape, la querelle entre Yougoslaves et Soviétiques prit des formes idéologiques et théoriques, alors qu'en réalité il s'agissait d'un conflit d'ambitions nationales.

La confusion par les Soviétiques du communisme avec le nationalisme fut à l'origine des tentatives entreprises à la fin de la guerre en vue de dominer tous les partis nationaux. Semblables en cela aux républicains français occupés à exporter les bienfaits de la Révolution, les dirigeants soviétiques « se crurent cosmopolites, ils ne l'étaient que dans leurs discours ; ils sentaient, ils pensaient, ils agissaient, ils interprétaient leurs idées universelles et leurs principes abstraits avec les traditions d'une monarchie conquérante... Ils identifièrent l'humanité avec leur patrie, leur cause nationale avec la cause de toutes les nations. Par suite... ils établirent des républiques subalternes et subordonnées, qu'ils tiennent en une sorte de tutelle... La Révolution dégénéra en propagande armée, puis en conquête... [1] » Nous avons décrit la « propagande armée » en Tchécoslovaquie. L'URSS en vint à la « conquête » en Hongrie en 1956. Le Parti yougoslave réussit néanmoins à survivre à la tentative soviétique de l'aligner sur les autres partis de l'Europe orientale.

En Europe occidentale, la situation en 1945 était différente de celle régnant en Yougoslavie ou en Tchécoslovaquie. Bien que le Parti communiste français fût considérablement plus puissant à la fin de la guerre que la plupart des partis communistes d'Europe orientale et parvînt à obtenir 5 millions de voix en octobre 1945, il avait le désavantage d'être dans un pays habitué de longue date à un régime démocratique, qui de plus était situé bien en dehors de la zone d'influence des armées soviétiques. Quoique de Gaulle dût offrir cinq postes ministériels aux communistes, ceux-ci ne réussirent pas à obtenir le Ministère de l'intérieur ou de la guerre comme ce fut le cas en Tchécoslovaquie grâce à l'appui soviétique. De toute façon, Staline s'intéressait plus directement à l'Europe orientale ; son penchant pour une prudence rusée et son désir sincère, tout au moins en 1945, de ne pas éveiller la méfiance des Alliés l'incitèrent à abandonner tout plan d'insurrection armée en Europe occidentale et à faire confiance à la puissance considérable des Partis communistes français et italien, en espérant qu'ils arriveraient à prendre le pouvoir sans sortir de la légalité. En 1945, Staline n'avait pas les moyens de maintenir sous son contrôle, grâce à une politique de force, tous les partis communistes nationaux : son propre pays était en ruines et requérait toute l'énergie du Parti soviétique.

En 1945, la stratégie adoptée par Staline pour le Parti communiste français n'était nullement la preuve d'un optimiste excessif. Le Parti communiste était le seul parmi tous les partis français qui fût en mesure d'entraîner les masses : en comparaison, les

---

[1] ALBERT SOREL : *L'Europe et la Révolution française*, 3e éd., Paris, 1893, 1re partie, p. 541-542.

autres partis de gauche étaient des quantités négligeables. Mais à mesure que les intentions soviétiques en Europe orientale se précisèrent et que la guerre froide prit de l'ampleur, il devint puéril, de la part du Parti communiste français, de s'accrocher à l'idée périmée du Front populaire et de continuer à proclamer patriotiquement que son seul but était d'accorder un soutien total à la majorité républicaine de l'Assemblée nationale. Encore en août 1947, après l'annonce de la doctrine Truman qui proclamait la méfiance des Etats-Unis à l'égard de la politique soviétique en Europe, et après la révocation des ministres communistes du Gouvernement français par le premier ministre socialiste Paul Ramadier, l'organe communiste français insiste sur le fait que « le Parti communiste est le rempart indispensable de la République... » [1]. Les masses laborieuses de France et d'Italie ne prêtaient plus la même oreille attentive au loup déguisé en agneau. Au printemps de l'année 1947, les communistes perdirent des voix en France et le Parti soviétique intervint, mais trop tard, en septembre de la même année, par l'intermédiaire du Kominform, en fixant de nouvelles directives plus fermes à l'usage des partis communistes de l'Europe occidentale. Déjà, ceux-ci avaient perdu de leur puissance et leurs chances étaient d'autant plus faibles qu'ils pouvaient se tourner vers le Parti soviétique uniquement pour y trouver l'inspiration idéologique et non point le soutien tangible de l'Armée rouge et de l'infiltration soviétique.

Le cercle extérieur des relations entre Parti soviétique et partis nationaux couvrait à la fin de la guerre de nombreux pays de l'Asie qui, bien que situés en dehors de la sphère d'influence directe de l'URSS, commençaient à se libérer du régime colonial européen. L'Asie en effervescence semblait offrir à l'URSS une magnifique occasion d'intervenir dans les eaux troubles coloniales. Entre 1945 et 1948, alors que les empires occidentaux se désagrégeaient, les Soviets manquèrent de belles occasions d'étendre leur influence en Asie, par le resserrement des liens entre le Parti soviétique et les partis nationaux. Au cours de ces dernières années, cette partie du globe, d'une importance cruciale, a moins attiré l'attention des observateurs que l'Europe orientale, de sorte qu'il serait intéressant d'examiner la situation plus en détail.

L'URSS manqua quelques occasions en Asie pour les mêmes raisons qu'en Europe occidentale. Les Soviets se préoccupaient principalement de la situation en URSS même et en Europe orientale. Dans les années qui suivirent la fin de la guerre, l'URSS n'était encore qu'une puissance continentale et elle exerçait par conséquent une influence plutôt régionale en dehors de ses propres frontières : l'étroite interdépendance existant, comme nous l'avons déjà noté, entre la présence de l'Armée rouge et le succès de l'influence soviétique à l'étranger ne fait que confirmer ce régionalisme ; en effet, les mouvements de l'Armée rouge se limitaient à la nécessité de maintenir des communications terrestres avec ses arrières, c'est-à-dire avec l'URSS. Comparativement à l'Asie et en tenant compte des conditions particulières à cette région du globe, l'Europe orientale offrait des conditions beaucoup plus propices à l'établissement de relations étroites selon les directives de Staline. L'Europe orientale possédait des industries

---

[1] *Cahiers du communisme*, août 1947.

relativement importantes et présentait des possibilités d'expansion économique, sans oublier un vaste prolétariat accessible à la propagande communiste. En Asie, en revanche, le Parti soviétique se trouvait en présence d'économies rurales léthargiques auxquelles le modèle soviétique, à défaut de modifications profondes, n'aurait pu s'adapter qu'avec de grandes difficultés: Staline n'avait ni le caractère, ni l'âge de tenter des expériences. Enfin, du fait de la proximité des intérêts et des forces armées soviétiques et occidentales en Europe (Bonn, la future capitale de la République fédérale allemande, n'est éloignée que de quelque 200 km. de la Thuringe, sous contrôle soviétique), la guerre froide se trouva centrée sur l'Europe — d'où le souci des Soviétiques de cimenter en premier lieu les relations avec les partis d'Europe orientale.

A la suite de l'incapacité de Moscou, de son manque d'intérêt et de ses conceptions théoriques rigides et démodées, dont nous reparlerons plus tard, le communisme demeura un facteur négligeable dans le Sud asiatique pendant les années capitales de 1944 à 1948. L'Inde et le Pakistan acquirent leur indépendance en août 1947 et la Birmanie en 1948. Après la dissolution du Komintern en 1943, Moscou ne donna aucune directive sur l'opportunité éventuelle de continuer le Front unifié; le successeur direct du Komitern ayant des liens avec l'Asie, la Fédération mondiale des syndicats, créée en 1945, n'accorda aucune aide importante aux communistes asiatiques. Ceux-ci n'eurent pour se guider que quelques directives confuses en provenance des partis communistes d'Europe et quelques déclarations éparses faites par la presse et la radio soviétiques. Nous sommes bien loin ici des méthodes méticuleusement appliquées dès 1945 par le Kremlin pour assurer son emprise sur le Parti communiste de Tchécoslovaquie. L'attitude hésitante des partis communistes asiatiques contrastait violemment avec celle des chefs nationalistes dont l'inébranlable conviction dans leur idéal d'indépendance leur permit d'accéder au pouvoir.

Le manque d'initiative et l'absence de directives de Moscou étaient frappants dans tous les pays, sauf au Viet-nam. En Indonésie, le Parti communiste participa à une coalition appuyant le gouvernement modéré de Sjahrir, se trouvant ainsi opposé aux nationalistes dont l'attitude antinéerlandaise était plus prononcée. En Birmanie, le désarroi des communistes était total. Trois groupements politiques se réclamaient du marxisme: l'un d'entre eux, qui avait adopté une variante du système hérétique préconisé par l'Américain Earl Browder, avançait qu'il n'était plus nécessaire de lutter contre l'impérialisme depuis que ce dernier s'était joint de son propre chef au mouvement révolutionnaire. Il serait intéressant de connaître la réaction horrifiée du Parti soviétique à l'énoncé de cette théorie, en admettant bien entendu qu'il en ait eu connaissance dans le détail.

L'Indochine fut le seul espoir communiste pendant les premières années de l'après-guerre. Le brillant chef nationaliste communiste Ho Chi-minh proclama la République démocratique populaire du Viet-nam en septembre 1945. Il reçut peu ou même pas d'aide de la part du Parti soviétique; en fait, il dut ses succès à son indépendance par rapport à la ligne politique du Kremlin. Au début, Moscou n'apprécia guère ses initiatives, car elles mettaient dans l'embarras les communistes français qui occupaient une position

plus centrale dans le cadre de la politique étrangère soviétique. Ho Chi-minh était en avance d'une année sur le Parti soviétique lorsqu'il commença sa résistance ouverte contre les Français en décembre 1946: l'URSS n'adopta une ligne politique ferme en Asie qu'après la création du Kominform.

Le principe de l'infiltration communiste lente appliqué par Staline de 1945 à 1948 rencontra moins de succès en Asie qu'en Europe orientale. Les débuts tardifs de l'action militante de l'URSS en Asie portèrent moins de fruits que l'effort de longue haleine entrepris par la Chine, qui fut couronné en 1949 par la création de la République populaire chinoise. Bien qu'étant l'instrument principal de la nouvelle ligne politique soviétique, la Conférence des jeunesses qui s'ouvrit à Calcutta en février 1948 avait été préparée à Prague en août 1947 déjà, c'est-à-dire un mois avant la création du Kominform; mais elle arrivait trop tard: c'est deux ans plus tôt qu'elle aurait dû être mise sur pied. Cela est illustré par le fait que deux délégations birmanes assistaient à la Conférence: l'une, la moins nombreuse, était d'inspiration communiste et s'était fixé pour but de renverser le Gouvernement birman, indépendant de fraîche date, représenté par l'autre délégation. Les groupements nationalistes avaient déjà la main haute dans la majorité des pays d'Asie et, pour la plupart, restèrent impénétrables aux insurrections armées organisées par les communistes après 1948.

Au début Moscou dirigea les insurrections en Asie avec autant d'indécision que sa politique précédente. Dans le rapport qu'il adressa à la première réunion du Kominform, Zdanov n'eut pas grand-chose à dire au sujet de l'Asie. Jusqu'à la fin de l'année 1948, le Parti communiste de l'Inde, le plus grand d'Asie après le Parti communiste chinois, n'était pas certain que sa nouvelle stratégie « de gauche » eût l'approbation de Moscou. La coordination des mouvements communistes dans cette partie du globe fut finalement confiée au Bureau de liaison permanent de la Fédération syndicaliste mondiale; il semble que ce soit le membre chinois, et non le membre soviétique, qui dirigeait son activité: après la victoire du communisme en Asie, l'influence chinoise sur les mouvements communistes dans le Sud-Est asiatique augmenta considérablement, surtout au sein des communautés chinoises minoritaires. En dépit de la démonstration de propagande organisée par le Parti soviétique et concrétisée par la Conférence de Calcutta, les insurrections qui éclatèrent en Birmanie, en Malaisie et en Indonésie dans les six mois qui suivirent la Conférence ne furent pas couronnées de succès, après avoir pourtant créé bien des difficultés aux Gouvernements birman et malaisien.

*

De même que la nature des liens avec le Parti soviétique, les *méthodes* et les voies dans les relations individuelles variaient selon les circonstances. Dans les partis communistes du type tchèque, on constate que les relations étaient maintenues principalement sur la base de contacts directs, en premier lieu sous forme de consultations directes entre les dirigeants soviétiques et ceux du pays en question. Il était dans l'intérêt de Moscou de faire en sorte que les liens entre l'URSS et les pays d'Europe orientale soient plus étroits que les contacts des pays entre eux. La liberté de mouvement à l'intérieur de l'Europe orientale était fortement limitée et les chefs communistes ne se rencontrèrent

entre 1948 et la mort de Staline qu'à l'occasion de réunions organisées en Union soviétique. L'autarcie politique était aussi rigide que l'isolement économique — toutes les voies passaient par Moscou. Le livre de Vladimir Dedijer intitulé *Tito parle* donne un exemple frappant de la méthode appliquée par Staline: *Diviser pour régner.*

« Il était évident, du moins pour moi, que Staline essayait de provoquer une déchirure entre Yougoslaves et Bulgares. Ce soir-là, Staline avait quelques bouteilles de vin, de whisky, de cognac et de liqueurs. De temps en temps, il quittait sa chaise pour aller vers la table portant les boissons. Choisisant une bouteille, il demandait alors: « Est-ce du vin bulgare? »

» Si l'un des Bulgares présents répondait par l'affirmative, alors Staline s'écriait: « Ce n'est pas vrai, c'est du vin yougoslave que les Bulgares ont volé en Yougoslavie » pendant la guerre. »

» A la suite de quoi, tous les Bulgares devinrent d'une humeur maussade [1]. »

Les dirigeants soviétiques mettaient également à profit ces réunions pour se renseigner sur les affaires internes des autres partis communistes. Au printemps 1946 par exemple, Staline bombarda Tito de questions sur l'Albanie, sujet sur lequel le dirigeant yougoslave en savait plus long que lui. « Connaissez-vous Enver Hodja?... Quelle sorte d'homme est-il?... Est-ce un communiste? Ont-ils des problèmes internes? Avez-vous des renseignements? [2] » Dedijer révèle également les relations hiérarchiques existant entre les Soviets et leurs hôtes des partis communistes satellites. « Lorsqu'on doit avoir une entrevue avec Staline, on en est informé pour ainsi dire juste avant d'être reçu. Il nous arriva une fois de devoir quitter le Théâtre Bolshoï, où nous assistions à un opéra, pour nous rendre auprès de Staline... une demi-heure plus tard [3]. »

Pour les affaires intérieures des pays satellites, Moscou comptait surtout sur ses ambassadeurs. C'est la raison pour laquelle la réapparition de l'ambassadeur Zorin à Prague à l'époque du coup d'Etat eut une si grande signification psychologique pour le Parti communiste tchèque. Les contacts entre organes du parti similaires en Union soviétique et dans les pays en cause représentent une autre méthode souvent utilisée. Il était procédé à de fréquents échanges d'experts, et des conseillers soviétiques de toutes sortes étaient délégués par l'intermédiaire du Parti. La puissance de l'Armée rouge et la police secrète internationale des Soviétiques étaient suffisantes pour combler toute lacune éventuelle dans les relations communistes. Le sens de collaboration entre les partis d'Europe orientale et Moscou était tellement sûr que même trois à quatre années avant la mort de Staline, de nombreuses décisions fondamentales entrèrent en vigueur non pas sur la base des instructions détaillées reçues du Kremlin, mais en conformité avec l'atmosphère générale émanant du centre soviétique. En général, on pouvait anticiper sur les désirs de Moscou.

Toutefois, au cours de la période troublée qui coïncide avec la défection de la Yougoslavie au camp communiste, le Parti soviétique se vit obligé de recourir à des méthodes plus sévères. Les purges qui suivirent l'excommunication de Tito en Europe

---

[1] V. Dedijer: *Tito speaks*, Londres, 1953, p. 285.
[2] V. Dedijer: *op. cit.*, p. 280.
[3] V. Dedijer: *op. cit.*, p. 278.

orientale démontrent clairement la force du choc reçu par Moscou. Quoique la liquidation de certaines personnalités importantes d'Europe orientale ne puisse être expliquée entièrement par l'existence du titisme, il ne fait néanmoins aucun doute que les nouvelles appréhensions de Staline et la commodité de donner l'étiquette titiste aux communistes indésirables activèrent le processus d'épuration. Il y eut encore d'autres raisons qu'il faut rechercher dans le changement des conditions dans les pays en cause. Après que les Etats-Unis et l'URSS, les deux principaux protagonistes de la guerre froide, eurent jeté le gant, il était inévitable de préparer la lutte ouverte. Le dernier rivet du rideau de fer avait été fixé par le coup d'Etat communiste en Tchécoslovaquie; mais l'homogénéité était loin d'être atteinte dans les rangs des partis. Après la fin de la guerre, de nombreux opportunistes et ex-membres des partis pro-allemands en Europe orientale avaient changé de monture avec à-propos. Un bon nombre de ces nouveaux convertis parvinrent à atteindre des postes en vue dans l'appareil de l'Etat. L'élimination d'un certain nombre d'entre eux était inévitable.

La nécessité pour les Soviets d'éliminer ceux qui avaient atteint une position influente dans les mouvements de résistance communistes, mais qui marquèrent par la suite un penchant pour une politique nationale plutôt que purement communiste — ou plus exactement prosoviétique — était moins évidente, mais tout aussi importante. Enfin, l'initiative prise après 1948 dans le but de mettre en œuvre des plans économiques et sociaux de grande envergure sur le modèle soviétique exigeait la présence de dirigeants d'un type nouveau aux postes de commande en Europe orientale. De même que Staline, organisateur et bureaucrate prudent, avait remplacé Trotsky au timon de l'Etat en 1920, de même des administrateurs formés à Moscou supplantèrent maintenant ceux qui avaient conduit le communisme à la victoire dans les temps héroïques.

Les victimes de ces nouvelles tendances furent nombreuses en 1949: Koci Xoxe en Albanie, Traicho Kostov en Bulgarie et Laszlo Rajk en Hongrie furent exécutés parce qu'ils ne s'alignèrent pas sur le Parti soviétique. En Pologne, l'emprisonnement de Wladislaw Gomulka fut le premier présage d'un changement dans les pays de l'Europe orientale sous contrôle soviétique. Gomulka fut le seul dirigeant d'Europe orientale à présenter des objections lors de la création du Kominform. En 1949, il tenta à nouveau de mettre un frein à la mainmise soviétique sur les affaires polonaises; mais ses protestations, à l'encontre de celles de Tito, n'étaient pas fondées sur une position de force, à l'abri des manœuvres soviétiques. La source des griefs de Gomulka fut, dès le début, de nature idéologique, différant en cela également du cas Tito. Gomulka ne pouvait par conséquent que perdre, en 1949, la lutte contre le pays qui disposait à la fois du monopole de la puissance et de l'idéologie staliniennes.

Dans les régions du monde faisant partie du cercle extérieur des relations soviétiques avec les partis communistes nationaux, les méthodes régissant les rapports réciproques étaient beaucoup moins sévères. Jusqu'à l'avènement de la nouvelle diplomatie de Khrouchtchev après 1953 et l'instauration du régime des visites en Asie par les dirigeants soviétiques, les contacts personnels furent rares et très espacés. Les partis nationaux étaient censés s'aligner sur la politique du Kremlin en suivant des directives

publiées ouvertement, qui furent probablement leur seul guide pendant les années de l'après-guerre. Ces directives comprenaient entre autres le discours prononcé par Zdanov lors de la création du Kominform en septembre 1947, l'éditorial du Kominform du 27 janvier 1950 et la lettre ouverte de Palme Dutt en décembre 1950. La Conférence de Calcutta et la Conférence de la Fédération syndicale mondiale, qui se tint à Pékin en novembre 1949, facilitèrent un certain nombre de contacts personnels, mais il semble qu'ils restèrent sans conséquence, à en juger par l'absence de changements politiques comparables à ceux qui résultèrent pour les partis communistes asiatiques de la publication des directives dont nous venons de parler.

Les directives de ce genre ne s'adressaient généralement pas à un pays particulier et n'étaient pas formulées comme un ordre du Kremlin à un parti communiste national. Il s'agissait plutôt d'exhortations rédigées en termes très généraux. Il n'est donc pas étonnant qu'elles furent souvent faussement interprétées par des partis communistes éloignés qui ne disposaient d'aucune autre source de conseils. Ce qui étonne surtout, c'est que ces directives n'étaient nullement secrètes. Destinés aux partis communistes du monde, habitués aux méthodes ultra-secrètes du Komintern, les messages du Kominform étaient étonnamment indiscrets. Il est possible qu'ils étaient intentionnellement publiés ouvertement afin de jeter le discrédit sur les lignes politiques et les factions indésirables. Les factions adverses étaient ainsi informées de la désapprobation de Moscou et encouragées indirectement à prendre la relève. C'est probablement ce qui se passa lorsqu'une lettre de Duclos, parue dans Les *Cahiers du communisme*, le périodique communiste français, provoqua l'élimination d'Earl Browder à la tête du Parti communiste américain, qui fait également partie du cercle extérieur des relations de Moscou avec le reste du monde.

*

Vu que la *théorie* occupe une place aussi importante dans la vie politique soviétique, notamment en ce qui concerne les nouvelles relations existant entre le Parti communiste de l'URSS et les partis communistes au pouvoir en Europe orientale depuis la fin de la guerre, il est indispensable d'en tenir compte lors de l'étude des relations de l'Union soviétique avec les partis communistes étrangers. Toutefois, il ne faut pas oublier que les rapports de puissance dans le bloc communiste jouent un rôle très important, et bien souvent même prépondérant, pour déterminer le genre de relations, ainsi que nous l'avons vu dans le cas de la dispute entre l'URSS et la Yougoslavie.

L'expansion de l'influence soviétique en Europe orientale après 1945 provoqua non seulement un bouleversement de l'équilibre des forces dans le monde, mais encore rendit nécessaire une réappréciation totale de la théorie communiste en ce qui concerne la révolution mondiale selon les principes marxistes. Selon le marxisme-léninisme orthodoxe, la révolution entraînant le renversement du régime bourgeois verrait ensuite l'établissement d'une dictature du prolétariat. Mais en fait, ce n'est pas ce qui se passa dans les pays d'Europe orientale. Aucune révolution ne pointait à l'horizon et le processus de transformation politique quelque peu hésitant qui se déroulait dans les pays soumis à l'influence soviétique ne favorisait certes pas l'établissement rapide d'une dictature du prolétariat. Comment qualifier la position de régimes aussi paradoxaux

que ceux existant immédiatement après la guerre en Tchécoslovaquie et dans la zone orientale de l'Allemagne?

La réponse soviétique à cette question est contenue dans l'expression « démocratie populaire », utilisée pour la première fois en 1945 par Tito. Une démocratie populaire n'était ni une république soviétique — l'idée même d'un tel parallèle aurait suffi, à la fin de la guerre, à alarmer au-delà de toute mesure les hommes d'Etat occidentaux — ni un Etat bourgeois: il s'agissait bien plus d'une forme hybride, d'un compromis entre les deux. Ce n'était pas la définition claire et nette d'un phénomène statique. C'était plutôt un guide temporaire et la description de la simple réalité, à l'usage des communistes à qui incombait la tâche de comprendre les structures politiques leur servant de base et qui changeaient continuellement de par leur initiative. Du point de vue dogmatique, la démocratie populaire entrait plutôt dans le cadre de la tradition léniniste, pratique et souple, que dans le cadre plus rigide du marxisme. Cette conception changea avec le renforcement de l'empire soviétique sur l'Europe orientale. En novembre 1946, Gomulka affirmait que « notre démocratie n'est pas semblable à la démocratie soviétique, de même que notre système social n'est pas semblable au système soviétique » [1]. En 1947, l'économiste soviétique Eugène Varga entra en conflit avec les théoriciens parce que, dans un livre publié en 1946, il avait trop insisté sur les éléments bourgeois de la structure économique des démocraties populaires: il ne s'adaptait pas assez vite à son temps. En décembre 1947, après le début de l'ère de fermeté dans la politique étrangère soviétique, George Dimitrov, premier ministre de Bulgarie, contredisait quasiment la déclaration faite par Gomulka en 1946: « Le régime soviétique et le régime démocratique populaire sont deux formes d'un seul et même système de gouvernement fondé sur l'union de la ville et de la campagne. L'expérience soviétique est la seule et la meilleure voie pour l'édification du socialisme tant dans notre pays que dans les autres démocraties populaires [2]. »

En Asie, la pensée politique soviétique sur l'implantation du communisme demeura de nature extrêmement pédante, ne tenant aucun compte des réalités. Les querelles théoriques sur les divers stades de développement, en termes marxistes, étaient dépourvues de tout rapport avec les conditions effectives prévalant dans la région en cause. Ainsi par exemple, l'existence de sociétés multiraciales dans le sud-est de l'Asie fut simplement ignorée et aucune solution nouvelle ne fut trouvée pour résoudre les problèmes économiques qui se posent dans les pays sous-développés. En conservant ses opinions dichotomiques sur le monde, Staline mit sur le même pied idéologique les nations capitalistes et leurs ex-colonies; il ne saisit pas l'occasion qui s'offrait de préparer ses entrées auprès des gouvernements des jeunes nations de l'Asie, à un moment où les passions coloniales étaient à leur paroxysme. Dans le cas de l'Asie, l'économiste Varga fit preuve de plus de perspicacité que ses maîtres politiques. Il arriva à la conclusion que l'accroissement considérable des crédits sterling, devenus supérieurs aux

---

[1] *Glos Ludu,* n° 330, 1946.

[2] Discours prononcé le 25 décembre 1948 par Dimitrov à l'occasion du Ve Congrès du Parti communiste bulgare.

dettes envers la Grande-Bretagne, dans une nation libre telle que l'Inde, démontrait clairement que les anciennes colonies pouvaient atteindre graduellement au pouvoir politique et à l'indépendance économique: mais aux yeux de Staline, l'Inde restait un valet de l'impérialisme.

Même après que Moscou eut adopté, dès 1947, une ligne politique de fermeté tant en Asie qu'en Europe, les théories absolument périmées l'emportaient encore en dépit de la ligne nouvelle. Au cours d'un des principaux discours prononcés en 1948 à la Conférence de Calcutta, Palme Dutt, membre du Parti communiste britannique, fit allusion au « capitalisme voilé sous forme d'indépendance asservie » grâce auquel l'Inde et les autres ex-colonies restaient liées à leurs anciens maîtres. Ce n'est qu'après 1952 que les Soviets se rendirent compte de la puissance réelle des gouvernements nationalistes non communistes d'Asie et qu'ils entreprirent de les séduire par des présents, au lieu de les ignorer ou même de les attaquer.

Une opinion très répandue en Occident veut que les liens soviétiques avec les autres partis communistes sont très étroits et très stricts; il est donc indiqué de souligner à la fin de cet exposé qu'en Asie du moins, l'absence de renseignements, le manque d'intérêt de l'Union soviétique et l'application de théories périmées ont contribué à maintenir entre 1945 et 1953 des relations tout au plus sporadiques. En tout dernier ressort, les diverses sortes de relations existant entre le Parti soviétique et les partis étrangers ont été dirigées principalement dans l'intérêt soviétique. Au cours de la période que nous avons étudiée ici, les dirigeants soviétiques ont porté leur attention en premier lieu sur l'Europe; l'Asie a été négligée. Il s'ensuivit que les méthodes appliquées universellement tant en Europe qu'en Asie donnèrent des résultats très irréguliers. En Europe orientale, elles se soldèrent par des succès éclatants, en Europe occidentale elles eussent pu réussir, et en fait, elles réussirent presque en 1945; en Asie, les chances sérieuses de réussite furent inexistantes, exception faite de la Chine, de la Corée du Nord et du Viet-nam. Un régime totalitaire a toujours tendance à vouloir imposer une unité monolithique à des personnalités nationales différentes, qui, si elles étaient traitées comme des types individuels, seraient beaucoup plus accessibles à l'influence communiste

Ce n'est qu'après 1953 que les nouveaux dirigeants soviétiques adoptèrent des voies. nouvelles envers les nations non engagées et leurs partis communistes. En 1957, les activités soviétiques dans le monde avaient pris une ampleur considérable. En cette année, on dénombrait soixante-seize partis communistes dont treize étaient au pouvoir. Les communistes revendiquaient le 26 % de la surface de la terre, 35 % de la population du globe et un tiers de la production industrielle mondiale. Tous les chemins passaient encore par Moscou, bien que l'Europe orientale eût quelque peu perdu de son uniformité monolithique depuis 1956 et que l'étoile de la Chine commençât son ascension en Extrême-Orient. En dépit de querelles intestines sérieuses, le camp communiste est resté étroitement uni depuis 1945. Selon les propres termes de Khrouchtchev, « l'amitié est vraie et forte lorsque les peuples partagent les mêmes opinions sur les événements, sur l'Histoire, sur la vie ».